



Conseil de sécurité

Débat ouvert sur l'adaptabilité des opérations de paix et la réponse aux nouvelles réalités

New York, le 24 mars 2025

Déclaration de la Suisse

Lue par Pascale Baeriswyl, Représentante permanente

Merci, Madame la Présidente.

Comme mes collègues, je voudrais commencer par remercier le Secrétaire général et Madame Russo de leurs exposés et saluer ce débat sur l'avenir des opérations de paix sous la présidence danoise.

Car pour les femmes et les hommes déployés sur le terrain, il ne s'agit pas simplement d'une discussion abstraite. J'aimerais donc tout d'abord rendre hommage aux casques bleus qui s'engagent jour après jour pour le maintien de la paix. Nos pensées vont en particulier vers celles et ceux qui ont perdu la vie ou qui ont été blessés dans l'exercice de leurs fonctions et vers leurs familles.

Nous venons de l'entendre, le maintien de la paix se trouve à la croisée des chemins. Laissez-moi offrir les trois pistes de réflexions :

Premièrement – et nous l'avons entendu par d'autres – les opérations de paix demeurent un outil essentiel, mais une adaptation continue est nécessaire. Notre récent mandat de membre élu de ce Conseil nous a sensibilisé davantage aux défis auxquels sont confrontés les opérations multi-dimensionnelles. A nos yeux, il s'agit de recentrer les mandats de ces opérations sur les activités où les Nations Unies ont un avantage comparatif. Dans les autres cas, des partenariats peuvent être mis en œuvre avec des organisations et entités régionales et sous-régionales. En adoptant la résolution 2719, ce Conseil a démontré sa capacité d'innovation et d'adaptation. Je garde un excellent souvenir des discussions informelles entre les deux Conseils lors de notre retraite en octobre 2024, et j'encourage ces deux conseils de continuer ce discours. Le maintien des standards onusiens, notamment en termes de droits humains, doit être assuré et la protection des civils doit rester au centre des mandats.

Deuxièmement, afin de s'adapter aux réalités du terrain, le Conseil doit disposer d'un maximum d'options et faire le meilleur usage possible des ressources à sa disposition. Cela concerne aussi le Comité d'Etat-major militaire dont l'expertise semble actuellement être sous-utilisée. Le rapport à venir du Secrétaire général, mandaté par le *Pacte pour l'avenir*, devra englober des propositions d'adaptation innovantes. Il pourra s'inspirer de l'étude indépendante réalisée par l'ancien Représentant spécial du Secrétaire général El-Ghassim Wane, qui propose une approche modulaire. Les structures de conduites au siège et dans les missions peuvent être mieux alignées sur la mise en œuvre des mandats à venir. Nous saluons dans ce sens la récente évaluation du Bureau des affaires militaires et en soutenons les conclusions.

Troisièmement, les missions doivent être déployées pour soutenir une solution politique aux conflits – nous l'avons aussi entendu – et donc bénéficier d'un mandat clairement formulé dans ce sens. L'unité de ce Conseil est essentielle pour la crédibilité des opérations de paix, pour leur acceptation sur le terrain et, en fin de compte, pour leur succès. Il est crucial de soutenir les Etats-hôtes et les processus politiques en cours, tant au niveau national qu'au niveau local. Les Missions politiques spéciales et l'accompagnement des situations de transition doivent faire l'objet d'une attention renouvelée. Leurs mandats et ressources doivent être conçus et attribués de manière à assurer la continuité des efforts pour consolider la paix.

Les opérations de paix sont l'expression d'une solidarité importante entre les nations, et elles ont fait leurs preuves. Avec la rencontre ministérielle de Berlin et la revue des opérations de paix en point de mire, nous avons l'occasion de réaffirmer notre engagement en faveur de la paix et de mettre à disposition les ressources nécessaires. Mon pays continuera à soutenir les opérations de paix avec du personnel, des finances, de la formation et de l'expertise.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Thank you, Madam President.

Like my colleagues, I would like to begin by thanking the Secretary-General and Ms. Russo for their presentations and welcome this debate on the future of peace operations under the Danish Presidency.

Because for the men and women deployed in the field, this is not simply an abstract discussion. I would therefore like to begin by paying tribute to the blue helmets who work day in, day out to keep the peace. Our thoughts are especially with those who have lost their lives or been injured in the course of their duties, as well as their families.

As we have just heard, peacekeeping is at a crossroads. Let me offer three avenues for reflection:

Firstly – and we've heard it from others – peace operations remain an essential tool, but continuous adaptation is necessary. Our recent term as an elected member of this Council has made us more aware of the challenges facing multidimensional operations. In our view, this means refocusing the mandates of these operations on activities where the United Nations has a comparative advantage. In other cases, partnerships can be established with regional and sub-regional organisations and entities. By adopting Resolution 2719, this Council has demonstrated its capacity for innovation and adaptation. I have great memories of the informal discussions between the two Councils during our retreat in October 2024, and I encourage these two Councils to continue this dialogue. Maintaining UN standards, particularly in terms of human rights, must be ensured and the protection of civilians must remain at the center of mandates.

Secondly, in order to adapt to the realities on the ground, the Council must have a maximum of options and make the best possible use of the resources at its disposal. This also concerns the Military Staff Committee, whose expertise currently seems to be underused. The Secretary-General's forthcoming report, mandated by the Pact for the Future, should include innovative adaptation proposals. It could draw on the independent study carried out by the former Special Representative of the Secretary-General El-Ghassim Wane, who proposes a modular approach. The leadership structures at headquarters and in the missions can be better aligned with the implementation of future mandates. In this sense, we welcome the recent evaluation of the Office of Military Affairs and support its conclusions.

Thirdly, missions must be deployed to support political solutions to conflicts – we've also heard it – and therefore benefit from a clearly formulated mandate to that effect. The unity of this Council is essential for the credibility of peace operations, for their acceptance on the ground and, ultimately, for their success. It is crucial to support host states and ongoing political processes, both at the national and local levels. Special political missions and support for transitional situations must be given renewed attention. Their mandates and resources must be designed and allocated in such a way as to ensure the continuity of peacebuilding efforts.

Peace operations are an expression of the important solidarity between nations, and they have proven their worth. With the ministerial meeting in Berlin and the review of peace operations in focus, we have the opportunity to reaffirm our commitment to peace and to make the necessary resources available. My country will continue to support peace operations with personnel, finances, training and expertise.

Thank you.